

# Un scrutin dans la peur et sans illusion

**Burundi** Le président Nkurunziza est assuré d'être réélu à la tête de l'Etat. Que se passera-t-il ensuite ?

**Reportage Patricia Huon**  
Envoyée spéciale à Bujumbura

**I**ls nous tirent dessus toute la nuit, puis nous devrions aller voter ? De toute façon, que va changer notre vote ?", s'emporte une jeune mère de famille, qui préfère garder l'anonymat. "Désormais, mon fils de quatre ans sait distinguer le son d'une grenade de celui d'un fusil-mitrailleur. Voilà ce que le président a fait pour nous !"

Pour les opposants au troisième mandat du président Pierre Nkurunziza, c'est un scrutin sans illusion qui s'est tenu mardi au Burundi. Quelque 3,8 millions de Burundais étaient appelés aux urnes. Mais, à Bujumbura, le taux de participation a été très faible.

## Entre peur et rejet du scrutin

A la veille du scrutin, plusieurs explosions ont résonné dans la capitale et des tirs sporadiques ont été entendus jusqu'à l'aube. Au moins deux policiers et un civil ont été tués, selon le gouvernement.

Dans les bureaux de vote de la capitale, des agents de la Commission électorale, affalés sur leur table, tentent de tuer le temps. "Une vingtaine de personnes se sont présentées depuis ce matin, sur plus de 300 inscrits. C'est encore moins que pour les législatives", note le directeur d'un bureau à Nyakabiga, un des bastions de la contestation, où des barricades de pierres avaient à nouveau été érigées après la découverte, dans la rue, du corps d'un opposant.

Le climat de peur et le rejet d'un scrutin controversé ont maintenu les électeurs à distance. "Cette élection est illégale", pense David, un homme dont le neveu a été tué lors des manifestations, au mois de mai. "Nous ne reconnaitrons pas les résultats."

A Kamenge, un des rares fiefs du parti au pouvoir dans la capitale, le CNDD-FDD, les élec-

teurs étaient présents, tout comme les informateurs qui rôdaient ostensiblement autour des bureaux de vote. Des postes de radio diffusaient la station publique nationale, appelant la population à se rendre aux urnes. "Certains ne veulent pas de la démocratie", dit un homme qui vient de déposer son bulletin. "S'ils veulent changer les choses, ils doivent voter."

Mais rares sont ceux qui acceptent de s'exprimer, encore moins d'afficher leur préférence politique. Certains frottent frénétiquement leur doigt avec un mouchoir, ou contre un mur. Ils tentent de se débarrasser par tous les moyens de la tache d'encre violette appliquée sur l'index afin de s'assurer que personne ne vote deux fois. "Si je me rends dans les quartiers qui manifestent avec cette marque, ils vont me couper le doigt", dit un homme d'une cinquantaine d'années. Il confie être venu "par obligation" plus que par conviction, afin de ne pas être associé à l'opposition. "Les Imbonerakure nous observent", lâche-t-il, le regard inquiet. Les Imbonerakure, craints par la population, sont les jeunes du parti au pouvoir, dont certains agiraient comme des milices. La méfiance et la peur des intimidations règnent à Bujumbura.

Des sanctions ?

La communauté internationale a estimé que, dans le climat actuel, il était impossible de tenir un scrutin crédible. Des sanctions économiques pourraient suivre si le CNDD-FDD refuse de retourner à la table des négociations. "La dérive autoritaire du régime n'est pas neuve", dit Christine Deslaurier, historienne à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), rattachée à l'Institut des mondes africains (IMAF). "Dès l'élection de 2010, il y a eu de nombreuses intimidations et brutalités envers les opposants. Reste à espérer que la communauté internationale ne détournera pas les yeux du Burundi une fois le scrutin passé."

Le décompte des voix a commencé mardi soir. Les résultats de cette élection présidentielle, passée en force et boycottée par l'opposition, seront sans surprise. La victoire est assurée pour Pierre Nkurunziza, mais la suite des événements au Burundi est incertaine.

**À Bujumbura, le taux de participation a été très faible.**